ADV.

12 JUIL 1962

L. 7942/1.

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 17 mai 1962, d'une demande d'avis sur un projet de "Règlement et programme des concours de recrutement d'architectes à la Régie des Télégraphes et des Téléphones", a donné le 29 mai 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 17e mei 1962 door de Minister van Post, Telegraaf en Telefoon verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van "Reglement en programma van de vergelijkende examens tot aanwerving van architecten bij de Regie van Telegraaf en Telefoon", heeft de 29e mei 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté ministériel invoque comme base légale la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones et l'article 18, § 2, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Cet article 18 est une disposition transitoire qui a pour effet de conserver au Ministre le pouvoir d'approuver les modifications au statut du personnel, alors qu'en vertu de l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 le Roi est compétent pour fixer ce statut. Abrogeant et remplaçant un arrêté ministériel antérieur relatif à une matière limitée, le projet est une simple modification du statut et relève de la compétence du Ministre.

\+

\+ +

L'objet principal du projet est de déterminer les conditions de participation aux concours de recrutement et le programme de ceux-ci. Il ne contient cependant aucune disposition réglementant la composition du jury et néglige ainsi un aspect important de l'organisation des épreuves de recrutement. Pour assurer une organisation impartiale des examens et concours, il est souhaitable que la réglementation relative à ces épreuves fixe les principes essentiels qui régissent la composition des jurys. Le projet devrait donc être complété par des dispositions relatives au jury du concours.

\+

\+ +

.../...

La loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique s'applique au recrutement du personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones. Avant qu'il soit procédé aux recrutements prévus par le projet, il convient donc que le Roi prenne, en ce qui concerne cette Régie, les arrêtés d'exécution de la loi du 27 juillet 1961.

\+

\+ +

L'intitulé pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Arrêté ministériel relatif au recrutement et à la nomination définitive d'architectes à la Régie des télégraphes et des téléphones".

\+

\+ +

Article 1er.

Cet article dispose qu' "en cas d'extrême urgence ou de pénurie de candidats, le Ministre peut pourvoir aux emplois vacants sans qu'il soit procédé à l' organisation d'un concours". L'expression "pénurie de candidats", qui est imprécise ,pourrait donner lieu à des difficultés. La seule façon de savoir s'il existe une pénurie de candidats sera de procéder à un appel public. C'est pour ce motif que le texte proposé ci-après

.../...

permet de ne pas organiser le concours lorsque le nombre des candidats qui ont répondu à l'appel public est égal ou inférieur au nombre des emplois à conférer. Dans ce cas cependant, le Ministre devra, sauf raison majeure, nommer par préférence les candidats satisfaisant aux conditions d'admissibilité qui se seront inscrits au concours. En outre, pour respecter l'égalité entre les candidats, l'appel public devrait spécifier que si le nombre des candidats inscrits est égal ou inférieur au nombre des emplois à conférer, il pourra être procédé aux nominations sans que le concours soit organisé et que, pour ces nominations, la condition relative à l'âge ne devra pas être respectée, l'intention du Ministre étant d'en dispenser éventuellement les candidats.

On pourrait déduire de la rédaction de l'article 2 du projet que les conditions de capacité exigées par cet article ne seront pas imposées lorsqu'il ne sera pas procédé à l'organisation d'un concours. Le délégué du Ministre a toutefois déclaré que les candidats dispensés du concours devront satisfaire à toutes les conditions de capacité prévues par le projet, à l'exception toutefois de celle qui est relative à l'âge; ces candidats devront en outre accomplir la période d'essai.

Tenant compte de ces observations, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 1er de la façon suivante :

.../...

"Article 1er.-

Le recrutement des architectes à la Régie des télégraphes et des téléphones a lieu par voie de concours. Toutefois, en cas d'extrême urgence ou lorsque le nombre de candidats ayant répondu à l'appel public annonçant le recrutement est égal ou inférieur au nombre d'emplois à conférer, le Ministre peut pourvoir aux emplois vacants sans qu'il soit procédé à l'organisation d'un concours.

Les candidats dispensés du concours doivent satisfaire aux conditions de capacité imposées par les articles 2 et 6, à l'exception toutefois de la condition relative à l'âge. Ils effectuent la période d'essai prévue à l'article 7".

\+

\+ +

Article 2.

Le projet réserve les emplois aux seuls candidats masculins. Il résulte des explications fournies par le délégué du Ministre que l'exclusion des candidats de sexe féminin est justifiée par la nature de la fonction, qui exige de celui qui l'exerce la visite des chantiers de travaux. Ce motif justifie la nomination des seuls candidats du sexe masculin par des raisons objectives qui sont en rapport avec les nécessités de l'exercice de la fonction. Le projet ne méconnaît donc pas le principe de l'égale admissibilité aux fonctions publiques.

\+

\+ +

.../...

Il n'est pas nécessaire de citer la législation et la réglementation relatives aú diplôme d'architecte. Si le Ministre entend exiger la possession de ce diplôme, le 1° doit être rédigé de la façon suivante : "être porteur du diplôme d'architecte". Si le Ministre désire admettre non seulement les titulaires de ce diplôme mais aussi les personnes qui sont autorisées à porter le titre d'architecte et à en exercer la profession, le 1° doit être rédigé de la façon suivante : "être habilité à porter le titre d'architecte conformément aux dispositions légales".

\+

\+ \+

Le projet prévoit le relèvement de la limite d'âge en faveur des bénéficiaires des lois coordonnées relatives aux priorités. Le relèvement de cinq ans de la limite d'âge est prévu par l'article 8, alinéa 2, de ces lois. Toutefois, certaines catégories de prioritaires, les veuves et les orphelins, n'en bénéficient pas. Aux termes de l'article 12 de ces lois coordonnées , les droits de priorité ne s'appliquent dans les établissements placés sous le contrôle de l'Etat qu'à "la moitié des fonctions et emplois qui sont à conférer chaque année et auxquels est attaché un traitement inférieur à 39.000 francs". Selon la jurisprudence de la section d'administration du Conseil d'Etat, il n'y a pas lieu , pour l'application de cet article,d'affecter d'un coefficient de majoration le chiffre qui y est prévu (arrêts n°s 7771, KINDT du 5 avril 1960,et n° 8487, DEBRA, du 17 mars 1961). La section d'administration a également décidé que le législateur ayant entendu régler les modalités de l'exercice des droits de priorité par les

.../...

anciens combattants, les résistants et leurs ayants droit, en vue de leur admission aux emplois publics, il n'appartenait pas aux autorités ayant le pouvoir réglementaire de modifier la réglementation établie en la matière par une extension des avantages légalement prévus (arrêt n° 6147, BOXTENS, du 18 mars 1958). Le Ministre n'a donc pas le pouvoir de relever la limite d'âge en faveur des prioritaires, pour l'attribution d'emplois qui, étant rémunérés par un traitement supérieur à 39.000 francs, ne tombent pas sous l'application des lois coordonnées relatives aux priorités.

\+

\+ +

Le projet devrait prévoir expressément l'appel public aux candidats, les modalités de sa publication, et fixer le délai minimum qui doit s'écouler entre cet appel et l'organisation du concours.

\+

\+ +

Compte tenu de ces observations, le texte ci-après est proposé :

"Article 2.-

Ne sont admis à se présenter aux concours que les candidats masculins qui satisfont aux conditions suivantes :

.../...

1° être porteur du diplôme d'architecte (ou bien selon la distinction faite dans l'avis, "1° être habilité à porter le titre d'architecte conformément aux dispositions légales");

2° être âgé de 21 ans au moins et de 30 ans au plus.

Les candidats doivent satisfaire à la condition d'âge au dernier jour du mois qui précède celui au cours duquel a lieu l'appel aux candidats (à compléter en tenant compte de l'observation relative à l'appel aux candidats)".

Article 3.

Le mot "cote" devrait être remplacé par le mot "coefficient".

A l'alinéa 2, les mots "pour être admis" doivent être remplacés par les mots "pour être admissibles".

Article 4.

Le mot "chiffre" devrait être remplacé par le mot "nombre", et le mot "cote" par le mot "coefficient".

.../...

Article 5.

Pour éviter des contestations, il est recommandé d'indiquer dans l'appel public aux candidats le nombre des emplois correspondant aux nécessités du service et les connaissances linguistiques requises des candidats.

\+

\+ +

Pour les motifs énoncés dans l'observation relative à l'article 2, les mots "après application éventuelle des dispositions de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947" doivent être omis.

Article 6.

Le projet exige que le candidat soit "d'une moralité irréprochable" et qu'il n'ait pas "failli aux obligations civiques". Cette condition d'admissibilité est traditionnellement imposée, mais elle est généralement formulée d'une autre manière. On exige habituellement que le candidat soit "de conduite irréprochable", ce qui implique qu'il n'ait pas failli à ses obligations civiques (voyez notamment l'article 16 du statut des agents de l'Etat; l'article 20 de l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public; l'article 6, § 1er, de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique).

.../...

Il semble préférable de reproduire l'expression traditionnelle "conduite irréprochable" qui, impliquant pour l'autorité un pouvoir d'appréciation, a déjà donné lieu à une jurisprudence administrative.

\+

\+ +

Le signalement n'existant pas pour les miliciens, les mots "faire l'objet d'un signalement favorable de la part du Département de la Défense nationale" devraient être remplacés par "être notés favorablement par leurs supérieurs hiérarchiques".

\+

\+ +

Il y aurait lieu de préciser les aptitudes physiques qui sont exigées ou de se référer au règlement qui les prévoit.

Le texte ci-après est proposé :

"Article 6.-

Ne sont appelés en service que les candidats qui, au moment de leur engagement, satisfont aux conditions suivantes :

1° être Belge;

2° jouir des droits civils et politiques;

.../...

3° être de conduite irréprochable;

4° être en règle vis-à-vis des lois sur la milice; s'ils servent ou ont servi dans l'armée, être notés favorablement par leurs supérieurs hiérarchiques;

5° posséder les aptitudes physiques exigées par ... (à compléter)...".

\+

\+ +

Article 7.

Le texte ci-après est proposé :

"Article 7.-

Les candidats appelés en service doivent effectuer une période d'essai d'un an. A la fin de cette période, ils sont nommés à titre définitif s'ils font l'objet d'un rapport favorable. La période d'essai peut être prolongée de trois mois lorsque les circonstances exceptionnelles rendent cette prolongation nécessaire".

Article 8.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 8.-

L'arrêté ministériel du 2 octobre 1947, qui est relatif au recrutement d'architectes à la Régie des télégraphes et des téléphones, est abrogé".

.../...

Article 9.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 9.-

Le présent arrêté entre en vigueur le ...".

Het ontwerp-ministerieel besluit vermeldt als rechtsgrond de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van telegraaf en telefoon en artikel 18, § 2, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Dit artikel 18 is een overgangsbepaling, krachtens welke de Minister tot het goedkeuren van wijzigingen in het personeelsstatuut bevoegd blijft, terwijl de Koning aan artikel 11 van dezelfde wet de bevoegdheid tot het vaststellen van dat statuut ontleent. De opheffing en vervanging van een vorig ministerieel besluit betreffende een beperkte stof, waartoe het ontwerp strekt, is een blote statuutwijziging, waarvoor de Minister bevoegd is.

\+

\+ +

Hoofddoel van het ontwerp is, de voorwaarden voor deelneming aan en het programma van de vergelijkende wervingsexamens vast te stellen. Geen enkele bepaling regelt echter het voor die examens gewichtige punt van de examencommissie. Wil een onpartijdige inrichting van examens en vergelijkende examens verzekerd zijn, dan is het wenselijk dat in de desbetreffende reglementering de hoofdbeginselen voor de samenstelling van de examencommissies worden neergelegd. Het ontwerp dient dus te worden aangevuld met bepalingen betreffende de commissies voor het vergelijkend examen.

\+

\+ +

.../...

De wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika vindt toepassing op de werving van personeel voor de Regie van telegraaf en telefoon. Alvorens met de ontworpen werving een begin wordt gemaakt, moet de Koning dus ter zake van de Regie de besluiten tot uitvoering van die wet uitvaardigen.

\+

\+ +

Het opschrift leze men als volgt :

"Ministerieel besluit betreffende de aanwerving en de vaste benoeming van architecten bij de Regie van telegraaf en telefoon".

\+

\+ +

Artikel 1.

Dit artikel bepaalt dat "de Minister, in geval van dringendheid of van gebrek aan kandidaten, in de openstaande betrekkingen mag voorzien zonder dat tot het inrichten van een vergelijkend examen dient overgegaan". De vage termen "gebrek aan kandidaten" kunnen tot moeilijkheden aanleiding geven. Het enige middel om te weten of er gebrek aan kandidaten is, zal zijn een openbare oproep tot gegadigden te richten. Daarom staat de hierna voorgestelde tekst toe, het vergelijkend

.../...

examen niet in te richten wanneer niet méér, of wanneer minder gegadigden dan er betrekkingen te begeven zijn zulk een oproep hebben beantwoord. De Minister zal dan echter, behoudens dwingende reden, bij voorrang diegenen onder de ingeschrevenen moeten benoemen, die de toelatingsvoorwaarden vervullen. Om de gelijkheid onder de gegadigden te waarborgen, zou de openbare oproep bovendien de mededeling moeten bevatten dat, als niet meer of als minder gegadigden dan er betrekkingen te begeven zijn zich hebben gemeld, kan worden benoemd zonder dat het vergelijkend examen plaatsheeft en zonder dat aan de leeftijdseis hoeft te worden voldaan. Het is immers de bedoeling van de Minister, eventueel van die eis vrijstelling te verlenen.

Uit de tekst van artikel 2 zou kunnen worden begrepen, dat aan de daarin gestelde bekwaamheidseisen niet hoeft te worden voldaan als het vergelijkend examen niet plaatsheeft. De gemachtigde van de Minister heeft echter verklaard, dat de van dat examen ontslagen kandidaten wel degelijk aan al die eisen moeten voldoen, op de leeftijdseis na. ook zal hun de proeftijd worden opgelegd.

Met inachtneming van deze opmerkingen, wordt voorgesteld artikel 1 te lezen als volgt :

"Artikel 1.-

Architecten voor de Regie van telegraaf en telefoon worden bij vergelijkend examen aangeworven. In geval van hoogste spoed echter, of wanneer niet

.../...

méér, of minder, kandidaten dan er betrekkingen te begeven zijn de openbare oproep voor de aanwerving hebben beantwoord, kan de Minister in de openstaande betrekkingen voorzien zonder dat een vergelijkend examen wordt ingericht.

De kandidaten die van het vergelijkend examen worden ontslagen, moeten voldoen aan de in de artikelen 2 en 6 gestelde bekwaamheidseisen, maar niet aan de leeftijdseis. Zij maken de proeftijd door zoals bepaald in artikel 7".

+
+ +

Artikel 2.

Volgens het ontwerp komen alleen mannen voor de betrekkingen in aanmerking. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, is de uitsluiting van vrouwen verantwoord door de aard van het ambt, dat het bezoeken van bouwplaatsen veronderstelt, dit wil zeggen door objectieve redenen die verband houden met de behoeften van de ambtsuitoefening. Het ontwerp is dus niet in strijd met het beginsel van de gelijkheid inzake benoembaarheid tot openbare bedieningen.

+
+ +

.../...

Het is onnodig de wetten en verordeningen betreffende het diploma van architect te vermelden. Wil de Minister eisen dat de kandidaten zulk diploma bezitten, dan ware de tekst onder 1° te lezen als volgt : "houder zijn van het diploma van architect". Wenst de Minister niet alleen houders van dat diploma maar ook hen die gemachtigd zijn de titel van architect te voeren en het ambt ervan uit te oefenen, toe te laten, dan ware de tekst onder 1° te lezen als volgt : "overeenkomstig de wetsbepalingen gemachtigd zijn tot het voeren van de titel van architect".

\+

\+ \+

Het ontwerp verhoogt de grensleeftijd voor gerechtigden van de gecoördineerde prioriteitswetten. De verhoging met vijf jaar is bepaald in artikel 8, tweede lid, van die wetten. Sommige categorieën van prioriteitsgerechtigden : weduwen en wezen, komen daarvoor echter niet in aanmerking. Luidens artikel 12 gelden de prioriteitsrechten in de onder Staatstoezicht staande instellingen slechts "voor de helft der elk jaar te begeven ambten en betrekkingen, waarvoor een wedde beneden 39.000 frank is toegekend". Volgens de rechtspraak van de afdeling administratie van de Raad van State is er voor de toepassing van dat artikel geen aanleiding om op het daarin genoemde bedrag een verhogingscoëfficiënt toe te passen (arresten nrs 7771, KINDT, van 5 april 1960,en 8487, DEBRA, van 17 maart 1961). Volgens een ander arrest van dezelfde afdeling

.../...

(nr 6147, BOXTENS, van 18 maart 1958) heeft de wetgever de wijze waarop oudstrijders en weerstanders en hun rechthebbenden hun prioriteitsrechten voor benoeming tot openbare bedieningen kunnen uitoefenen, zelf willen bepalen, zodat het niet aan de verordenende overheid staat de ter zake gevestigde regeling te wijzigen door verruiming van bij de wet toegekende voordelen. De Minister is dus niet bevoegd om de grensleeftijd ten gunste van prioriteitsgerechtigden op te voeren voor het begeven van betrekkingen die, met een wedde van meer dan 39.000 frank bezoldigd, niet onder toepassing van de gecoördineerde prioriteitswetten vallen.

\+

\+ +

Het ontwerp zou uitdrukkelijk moeten bepalen, dat een openbare oproep tot gegadigden wordt gericht, op welke wijze hij wordt bekendgemaakt en hoeveel tijd ten minste moet verlopen tussen die oproep en de inrichting van het vergelijkend examen.

\+

\+ +

Met inachtneming van deze opmerkingen, wordt voorgesteld de tekst te lezen als volgt :

"Artikel 2.-

Voor de vergelijkende examens mogen zich alleen aanmelden mannelijke kandidaten die aan de volgende eisen voldoen :

.../...

1° houder zijn van het diploma van architect (ofwel, volgens het in het advies gemaakte onderscheid, "1° overeenkomstig de wetsbepalingen gemachtigd zijn tot het voeren van de titel van architect");

2° ten minste 21 jaar en ten hoogste 30 jaar oud zijn.

De kandidaten moeten aan de leeftijdseis voldoen de laatste dag van de maand vóór die waarin de oproep tot de kandidaten plaatsheeft (aan te vullen met inachtneming van de opmerking betreffende de oproep tot de kandidaten)".

Artikel 3.

In het tweede lid van de Franse versie moeten de woorden "pour être admis" vervangen worden door "pour être admissibles".

Dit artikel redigere men als volgt :

"Artikel 3.-

Het vergelijkend examen bestaat uit schriftelijke en mondelinge gedeelten, in hoofdzaak gewijd aan de praktijk.

De vakken die de examenstof vormen, de aan die vakken in elk examengedeelte toe te kennen betrekkelijke waarde, en het puntental dat de kandidaat ten minste moet behalen om benoembaar te worden verklaard, worden bepaald zoals in de onderstaande tabel is aangegeven".

.../...

Artikel 4.

De tweede volzin van dit artikel stelle men als volgt :

"Het behaalde puntental wordt verkregen door vermenigvuldiging van dat cijfer met de onderscheiden betrekkelijke waarde van de vakken".

Artikel 5.

Om betwistingen te voorkomen,verdient het aanbeveling, in de openbare oproep tot de kandidaten te zeggen hoeveel betrekkingen voor de behoeften van de dienst te begeven zijn en welke taalkennis wordt vereist.

\+

\+ \+

Om de redenen die in de algemene opmerking betreffende artikel 2 zijn opgegeven, moeten de woorden "en na gebeurlijke toepassing van de beschikkingen van de wetten van 3 augustus 1919 en van 27 mei 1947" vervallen. Men leze het artikel dan als volgt :

"Toelating tot de vacante betrekkingen heeft plaats naar gelang van de dienst- en taalbehoeften, volgens de rangschikking, bepaald door het puntental dat de toelaatbaar verklaarde kandidaten in het vergelijkend examen hebben behaald".

.../...

Artikel 6.

Het ontwerp eist, dat de kandidaat "van onbesproken gedrag" is en niet aan zijn "burgerplichten te kort is gekomen". Dit is een gebruikelijke eis, die echter doorgaans anders geformuleerd wordt. Gewoonlijk wordt "onberispelijk gedrag" gevraagd, hetgeen impliceert dat er geen tekortkoming aan de burgerplicht is geweest (zie onder meer artikel 16 van het statuut van het Rijkspersoneel; artikel 20 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut; artikel 6, § 1, van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika).

De traditionele term "onberispelijk gedrag" impliceert voor de overheid beoordelingsbevoegdheid en heeft al tot administratieve rechtspraak aanleiding gegeven; hij verdient dan ook de voorkeur.

\+

\+ \+

Voor dientplichtigen bestaat geen signalement. In plaats van "het voorwerp uitmaken van een gunstige aanschrijving vanwege het Departement van Landsverdediging" schrijve men "door hun hiërarchische meerderen gunstig aangeschreven zijn".

\+

\+ \+

.../...

Er dient nader te worden bepaald welke lichaamsgeschiktheid vereist is, of te worden verwezen naar de verordening die ze voorschrijft.

Voorgesteld wordt, de tekst te lezen als volgt :

"Artikel 6.-

Alleen kandidaten die bij hun aanwerving aan de volgende eisen voldoen, worden in dienst geroepen :

1° Belg zijn;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° van onberispelijk gedrag zijn;

4° aan de voorschriften van de dienstplichtwetten voldaan hebben; indien zij bij het leger dienen of gediend hebben, door hun hiërarchische meerderen gunstig aangeschreven zijn;

5° de door ... (aanvullen) ... vereiste lichaamsgeschiktheid bezitten".

\+

\+ \+

Artikel 7.

Voorgesteld wordt, dit artikel te lezen als volgt :

.../...

"Artikel 7.-

De in dienst geroepen kandidaten moeten een proeftijd van een jaar doormaken. Aan het einde van die proeftijd worden zij vast benoemd indien over hen een gunstig verslag is uitgebracht. De proeftijd kan met drie maanden worden verlengd indien buitengewone omstandigheden daartoe mochten nopen".

Artikel 8.

Voorgesteld wordt, dit artikel te lezen als volgt :

"Artikel 8.-

Het ministerieel besluit van 2 oktober 1947 dat betrekking heeft op de werving van architecten bij de Regie van telegraaf en telefoon, wordt opgeheven".

Artikel 9.

Men leze dit artikel als volgt :

"Artikel 9.-

Dit besluit treedt in werking op ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
F. VAN GOETHEM, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.